

Pour Mémoire



¡ No Pasarán !

Une exposition des



Avec le soutien de



Éditions Tirésias

Édition 2013



Editrice responsable : Dominique Dauby, Présidente

Carnet de visite de l'exposition i No Pasarón !



1.

i No Pasarán !



1936... C'est le cri de ralliement des Républicains espagnols en lutte contre le fascisme. Il signifie « Ils ne passeront pas ! » et il a été rendu célèbre par Dolores Ibárruri Gómez, aussi appelée la Pasionaria.

Cette phrase est devenue un symbole de résistance à la dictature franquiste.

Pourquoi une exposition sur la Guerre civile espagnole ?

Jusqu'en 1975 l'Espagne a vécu sous la dictature du général Franco et pendant des dizaines d'années nous sommes allés en vacances en Espagne. Nous n'avons rien dit et nous avons fait comme si nous ne savions pas ce qui se passait dans ce beau pays. Pendant plus de 40 ans, l'Espagne s'est battue pour la démocratie mais ce combat n'est jamais gagné. Il faut rester vigilant et résister toujours : c'est le message de cette exposition.

En 1936, Inés a 20 ans mais l'histoire de l'Espagne commence bien avant cette année tragique pour le monde. La vie d'Inés aurait pu être la tienne ...

Nous vous invitons à suivre ce personnage à travers un siècle de résistance.





▼ Notice biographique de Dolores Ibárruri Gómez



Issue d'une famille de mineurs basques, Dolores Ibárruri Gómez milite au sein du Parti communiste espagnol depuis sa fondation et devient membre de son bureau exécutif en 1932. En 1933, elle préside l'Union des femmes antifascistes. En 1934, elle est condamnée pour avoir participé à la révolte dans les Asturies mais est élue, deux ans plus tard, députée pour cette communauté autonome. Grande oratrice, ces discours enflamment les foules pendant la guerre. Ses slogans « Mieux vaut mourir debout que vivre à genoux » et surtout le « No pasarán » que le commandant Durruti rendra célèbre, font le tour du monde. Elle devient le symbole de la résistance antifasciste et de la passion révolutionnaire... Après un long exil en URSS, elle revient en Espagne après la mort de Franco et est à nouveau élue députée des Asturies.



▼ ¡ NO PASARÁN !

Le cri «¡No pasarán!» est une consigne de lutte contre le fascisme. La phrase complète de La Pasionaria est la suivante :

«¡Viva el Frente Popular! ¡Viva la unión de todos los antifascistas! ¡Viva la República del pueblo! ¡Los fascistas no pasarán! ¡No pasarán!».

Dès le début de la guerre, les Républicains utilisent cette affirmation pour désigner leur lutte commune contre le fascisme, en raison de la présence de l'Italie et de l'Allemagne.

2.

L'Espagne, palpite d'un pouls de fièvre



Entre 1920 et 1930, l'exode rural est à son comble. Les familles de paysans sans terre parcourent le pays à la recherche de travail.

Au début du XXe siècle, l'Espagne connaît beaucoup d'injustices et d'inégalités. De nombreuses révoltes sociales éclatent dans tout le pays. Les pauvres (des ouvriers et des paysans) sont les plus nombreux. Face à eux, les nobles, les prêtres et l'armée.

Le pouvoir et la majorité des richesses appartiennent à une minorité de personnes : l'Eglise possède les terres et a le monopole sur l'enseignement ; la bourgeoisie détient les usines et l'armée est très puissante. Souvent les pauvres ne savent pas lire et trouvent difficilement du travail. C'est le cas de mes parents ! Alors ils n'ont pas eu le choix : avec ma sœur et mon frère, ils quittent la

Un pays dans l'agitation, un peuple en attente (avant 1923)

campagne pour essayer de trouver un emploi dans la grande ville de Madrid. Dans le pays les choses vont de plus en plus mal. Les riches ne veulent pas perdre leurs privilèges. Ils opposent, aux plus pauvres qui se révoltent, une répression très violente. Il y a des arrestations, des blessés et de nombreux morts. Pourtant, je sens bien que quelque chose est en train de changer.

Mon père a trouvé du travail et, dans son usine, les ouvriers rejoignent massivement les syndicats pour exiger de meilleures conditions de travail, l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes et une meilleure éducation pour tous. Mais rien n'est gagné, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour conquérir ces droits.



▼ La société espagnole du début du XXème siècle

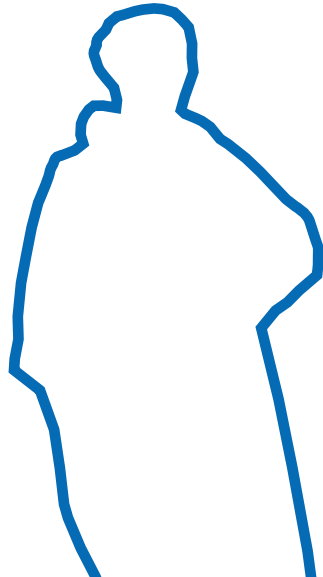
- 503 061 km²
- 24 millions d'habitants
- 12 millions d'illettrés
- 8 millions de pauvres
- 2 millions de paysans sans terre
- 20 000 personnes possèdent la moitié du territoire.
- Le salaire moyen des travailleurs est de 1 à 2 pesetas par jour, alors qu'1 kg de pain coûte 1 peseta
- 20 000 moines
- 31 000 prêtres
- 60 000 religieuses
- 5 000 couvents
- L'armée compte 15 000 officiers dont 800 généraux.
- Un roi : Alphonse XIII



▼ Mouvement syndical

Le mouvement syndical espagnol prend son origine dans les luttes ouvrières de la fin du 19ème siècle et trouve son essor avec la création de la CNT (Confédération nationale du travail), anarchiste, qui vient concurrencer le syndicat majoritaire, l'Union générale des travailleurs (UGT), essentiellement socialiste. A l'avènement de la dictature de Miguel Primo de Rivera en 1923, la CNT optant pour la confrontation radicale avec le régime fut interdite. L'UGT, malgré ses désaccords avec la dictature, adopta une attitude collaborative pour continuer à agir légalement.

Les syndicats, réhabilités par la Deuxième République, jouent un rôle important dans la Guerre civile, mais à la victoire de Francisco Franco, l'UGT et la CNT sont condamnés à l'exil et à la clandestinité et ce jusqu'à la mort de Franco en 1975.



Chronologie

▼ La semaine tragique (1909)

Pour protester contre l'injustice d'un décret qui visait à mobiliser les réservistes «pauvres» (les riches pouvaient y échapper en échange d'une contribution financière), et contre l'envoi de troupes au Maroc, un appel à la grève générale est lancé. Le mouvement se transforme alors en émeutes, la loi martiale est proclamée, des affrontements ont lieu avec l'armée. L'Église, principal soutien de la répression, est alors visée par les émeutiers; 18 églises, 49 couvents ou collèges religieux sont la proie des flammes.



1873 – Première République.

1874 – Retour de la monarchie, avec Alphonse XII.

1898 – Guerre hispano-américaine : perte des colonies d'outre-mer (Cuba, Philippines, Porto Rico).

17 mai 1902 – Alphonse XIII, ayant atteint sa majorité de seize ans, monte sur le trône.

1909 – La semaine tragique. Francisco Ferrer, le cofondateur de l'École officielle moderne, considéré comme le leader du mouvement anticlérical est fusillé.

1921 – Début de la guerre du Rif au Maroc.

3.

Mettre l'Espagne en ordre !



Alphonse XIII (au centre) reçoit le gouvernement de Miguel Primo de Rivera (à sa gauche)

Au Maroc, la guerre du Rif dure et le pays est de plus en plus instable.

En 1923, le capitaine général de Catalogne, Miguel Primo de Rivera lance un coup d'État avec l'appui de la majorité des militaires.

Mais pour beaucoup, c'est le conflit marocain et le rôle de l'armée qui sont remis en cause. Le Roi se prononce en faveur de la dictature et permet la mise en place d'un directoire militaire.

Il faut « mettre l'Espagne en ordre » ! La constitution est suspendue, les conseils

Un pronunciamento en guise de réponse (1923-1930)

municipaux dissouts et les partis politiques interdits. L'État de guerre est déclaré. Les protestations des Républicains et des syndicats ouvriers sont immédiatement étouffées par la censure et la répression.

Le directoire militaire fera pourtant place à un directoire civil, mais les réformes pour développer l'économie provoquent une grave crise financière et sociale.

La Grande Dépression (économique) s'installe en Espagne ... comme partout en Europe. La dictature est de plus en plus faible.

▼ Le conflit colonial marocain

Au début du XXe siècle, le Maroc est sous protectorat franco-espagnol, mais le Rif, une étroite bande côtière située au nord du Maroc méditerranéen refuse la domination espagnole. La guerre devient inévitable quand les tribus berbères du Rif demandent à l'Espagne de quitter le Maroc. Malgré les 100 000 hommes envoyés par l'Espagne en 1920, les forces espagnoles connaissent à Anoual (1921) un important revers qui discrédite gravement la monarchie et accroît encore l'instabilité intérieure. La France, inquiète, prend des mesures et vole au secours de l'Espagne en dépêchant une troupe de 400 000 hommes commandée par le maréchal Pétain qui stoppera l'assaut des forces d'Abdelkrim, le meneur de la rébellion rifaine en 1927. La guerre du Rif (1921-1927) favorise le coup d'État de Primo de Rivera en 1923 et permet également à Francisco Franco de faire ses premières armes.



▼ Pronunciamento

Signifiant « déclaration », il s'agit d'un procédé qui voit son apparition dans l'Espagne du XIXe siècle et par lequel l'armée se déclare contre le gouvernement en place dans le but de le renverser. Si la rébellion n'obtient pas de soutien, ou un soutien jugé insuffisant, les perdants abandonnent et fuient le pays ou se retirent. Si l'armée se déclare favorable, le gouvernement démissionne.



Chronologie

▼ La Grande Dépression

C'est la période de l'histoire mondiale qui va du krach de 1929 aux États-Unis jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. C'est la plus importante crise boursière et bancaire du siècle dernier, qui s'accompagne d'une importante déflation et d'une explosion du chômage.



Légendes :

À gauche : En défendant le Rif marocain

Au centre : Le Roi Alphonse XIII avec Miguel Primo de Rivera (à droite)

À droite : Manifestation à Wall Street après le krach de 1929

13 septembre 1923 –

Pronunciamiento du capitaine général de Catalogne, Miguel Primo de Rivera – mise en place d'un directoire militaire.

3 décembre 1925 – Mise en place d'un directoire civil.

1927 – Fin de la guerre du Rif.

1928 – Création de l'académie militaire centrale. A sa tête le jeune et prestigieux général de l'armée d'Afrique : Francisco Franco.

Octobre 1929 – Krach de Wall Street.

28 janvier 1930 – Démission de Miguel Primo de Rivera et exil à Paris.

4. Victoire !



Proclamation de la République le 14 avril 1931 à Madrid, dans une liesse générale


C'est un grand jour ! Le Roi Alphonse XIII demande la démission du dictateur Primo de Rivera et veut revenir à un régime constitutionnel. De nombreuses manifestations contre le Roi éclatent. Le Roi, déçu, renonce à la tête de l'État mais n'abdique pas formellement.

La République est proclamée le 14 avril 1931, deux jours après les élections municipales qui donnent la victoire aux Républicains. Un formidable vent d'espoir souffle sur toute l'Espagne... une société nouvelle est en train de naître et après des années de monarchie et de dictature : la République, enfin !

Une République éphémère (1931-1933)

Tous nos rêves pour une vie meilleure sont désormais possibles. C'est le temps des grandes réformes : une juste répartition des terres agricoles, un enseignement pour tous, la limitation du pouvoir de l'Armée, la séparation de l'Église et de l'État, des nouvelles lois du travail pour une meilleure protection des ouvriers, une plus grande autonomie des régions (La Catalogne, la Galice et le Pays Basque), une amélioration de la condition des femmes, etc.

Malheureusement, les vainqueurs des élections générales de 1931 (les Socialistes et les Républicains) ont du mal à imposer les réformes qui sont trop lentes et timides. Des grèves violentes éclatent partout, il y a beaucoup d'affrontements. Quelle déception !



▼ La République

Du latin *Res publica*, la chose publique. La République est un système politique dans lequel la souveraineté appartient au peuple qui exerce le pouvoir politique directement ou par l'intermédiaire de représentants élus. Dans le sens originel, les termes « République » et « démocratie » sont assez proches, cependant, de nos jours, l'utilisation du terme République dans la désignation d'un État, ne suffit pas à faire de celui-ci un État démocratique. C'est par exemple le cas si une partie de la population ne peut participer aux élections ou présenter ses candidats. Exemple de régimes « républicains » non démocratiques : la France de Pétain, le Chili de Pinochet, l'Iran de Khomeiny, l'URSS... Le mot République, abusivement employé, peut ainsi cacher une dictature, une oligarchie ou une théocratie.

▼ La « Droite » espagnole des années 1930

Elle regroupe les grands propriétaires terriens, les industriels et les commerçants maritimes, l'armée, l'Église et les couches sociales qui s'y identifient dans la conservation des privilèges, des fortunes ou du maintien de l'« Ordre » établi, ainsi que dans des valeurs de soumission, obéissance et conformisme. Personne, parmi eux, ne remet en cause les structures socio-économiques et politiques qui entretiennent et développent la misère et les injustices.

Ils se regroupent dans des mouvements et organisations politiques tels que la CEDA (Confédération Espagnole des

Droites Autonomes), Accion Popular, Partidos Agrarios, Renovación española, la Phalange, le Parti radical, le Parti conservateur, les Libéraux-Démocrates.

▼ La « Gauche » espagnole des années 1930

Elle regroupe les ouvriers, les paysans et leurs sympathisants organisés en partis politiques, centrales syndicales et mouvement de jeunesse qui réclament des réformes de structures radicales dans le domaine de l'agriculture, de l'enseignement, des institutions et du travail. Parmi eux, le PSOE (Parti socialiste espagnol), le PCE (Parti communiste espagnol), le PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne), le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), la FAI (Fédération anarchiste ibérique), la Gauche républicaine, l'Union républicaine, le Parti autonomiste Catalan, les Nationalistes Basques et des syndicats : l'UGT (Union générale des travailleurs) et la CNT (Confédération nationale du travail). Fin 1935, ils se regroupent pour constituer le « Front populaire ». Le pacte électoral est signé en janvier 1936, en vue des élections à venir.

▼ Les réformes

La Gauche réclame des réformes radicales telles que :

- **Réforme agraire** : expropriation et redistribution des terres : la tierra para quien la trabaja ! (la terre à ceux qui la travaillent !). Basée sur l'expropriation et la redistribution des terres, l'application

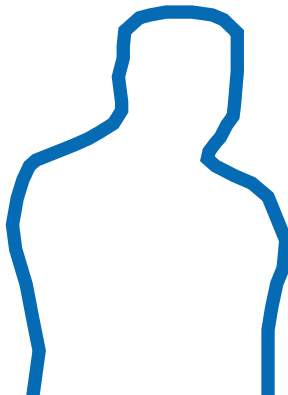
Chronologie

de la loi est empêtrée dans des procédures administratives qui ne facilitent pas le travail des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, en nombre insuffisant, mal préparés ou mal intentionnés. La révolte gronde parmi les journaliers sans terre qui donc occupent les terres et s'organisent en coopératives pour l'exploitation de celles-ci, en chassant les propriétaires qui doivent s'enfuir.

- **Réforme de l'enseignement** : suppression du monopole de l'Église ; financement public ; enseignement général, professionnel et scientifique mixte et gratuit reposant sur les valeurs de la laïcité ; construction massive d'écoles.

- **Réforme constitutionnelle** : séparation de l'Église et de l'État ; reconnaissance des autonomies régionales ; droit de vote aux femmes et légalisation du divorce.

- **Réforme industrielle** : droit de grève, commissions paritaires et sectorielles, comités d'entreprise ; égalité et augmentation des salaires entre hommes et femmes ; sécurité hygiène et horaires sur les lieux de travail ; congés payés.



14 avril 1931 – Proclamation de la Deuxième République et exil du Roi.

28 juin 1931 – Victoire des partis de gauche aux élections législatives.

9 décembre 1931 – Adoption de la constitution républicaine.

10 août 1932 – Tentative de coup d'État à l'encontre de la République, mené par le général Sanjurjo.

29 octobre 1933 – José Antonio Primo de Rivera fonde la Phalange.

19 novembre 1933 – Défaite de la Gauche aux élections législatives. Vote des femmes.

5. DÉFAITE !



Manifestation à la suite de la victoire du Front populaire (1936).

Je l'avais deviné : en 1933, la CEDA arrive au pouvoir et anéantit tous les efforts de réforme. Dans l'armée, des généraux opposés à la démocratie sont nommés à des postes clés : comme le général Francisco Franco qui refera bientôt parler de lui.

Dès 1934, les socialistes et les anarchistes organisent des grands mouvements de grèves générales. Et à nouveau, la contestation fait de nombreuses victimes.

La situation est très compliquée et le pays est de plus en plus divisé entre une Droite réactionnaire et une Gauche très combative.

Un climat d'insurrection (1933-1936)

En Europe, on assiste à la montée des totalitarismes : Mussolini en Italie, Hitler en Allemagne, Salazar au Portugal ; tous soutiennent l'actuel gouvernement espagnol.

Face au désordre que provoque l'arrêt des réformes, les partis et les mouvements de Gauche se rassemblent pour former un Front populaire qui gagne les élections de 1936. Ouf, c'est un nouvel espoir de démocratie.

▼ Totalitarisme

Ce n'est pas une doctrine mais une pratique qui a pour objet de transformer l'individu en un "homme nouveau" modelé sur l'objectif idéologique que s'assigne le régime.

En Italie, l'individu doit devenir un serviteur de l'État dévoué jusqu'à la mort.

En Allemagne, le totalitarisme a pour but de créer une race pure : les Aryens qui domineraient alors la société tandis que les autres "races" seraient réduites en esclavage, voire condamnées à mourir.

En URSS, l'individu est modelé pour devenir le producteur volontaire et désintéressé d'une société sans classes où la propriété deviendrait collective et où l'État disparaîtrait.

En Espagne, l'individu doit être soumis à l'ordre établi dans le respect des valeurs catholiques.

Il y a donc une différence dans les objectifs mais pas dans les moyens !

▼ Bienio negro

Le terme « bienio negro » désigne les deux années noires de 1934-1935. Sur le plan politique, la chute de la Gauche et les consignes d'abstention des anarchistes aux élections de 1933 taillent une large part à la Droite conservatrice et traditionaliste. Trois ministres issus de la CEDA entrent dans le gouvernement. Cela est perçu par certains secteurs comme une « provocation » et déclenche un mouvement de révolution. Des insurrections socialistes et anarchistes voient le jour dans de nombreuses provinces, mais sont matées dans le sang par les militaires. L'entente entre Gauche et Droite semble de plus en plus difficile et les positions se radicalisent encore d'avantage.

▼ La CEDA

Confédération Espagnole des Droites Autonomes est un parti politique espagnol de la Deuxième République. Fondée le 28 février 1933 par José Maria Gil-Robles et Angel Herrera Oria, la CEDA rassemble un large éventail du spectre politique de la Droite : des petits partis conservateurs (Acción Popular et Acción Católica), des fascistes et des monarchistes.



Chronologie

▼ Front populaire

Le Front populaire est une coalition électorale et un pacte signé en janvier 1936 par plusieurs organisations de Gauche, à l'initiative de Manuel Azaña. Le Front populaire inclut le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), le syndicat UGT (Union générale des travailleurs), le PCE (le Parti communiste espagnol), le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) et les Républicains IR (Gauche républicaine) et UR (Union républicaine). Ce pacte est soutenu par des autonomistes galiciens et catalans et par la CNT (Confédération nationale du travail, syndicat anarchiste)

Légendes :

De gauche à droite : Benito Mussolini, Adolf Hitler, Joseph Staline, Francisco Franco

1er janvier 1934 – Le gouvernement annule la réforme agraire, sur celle de l'enseignement religieux et sur la pension des prêtres.

Juin 1934 – Grève générale paysanne réprimée. Nombreuses arrestations, y compris de maires de village.

5 octobre 1934 – Une grève générale révolutionnaire éclate.

12 octobre 1934 – La révolution est réprimée : 2 000 tués, 3 000 blessés et de 15 à 30 000 prisonniers et déportés.

25 septembre 1935 – Fondation du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste)

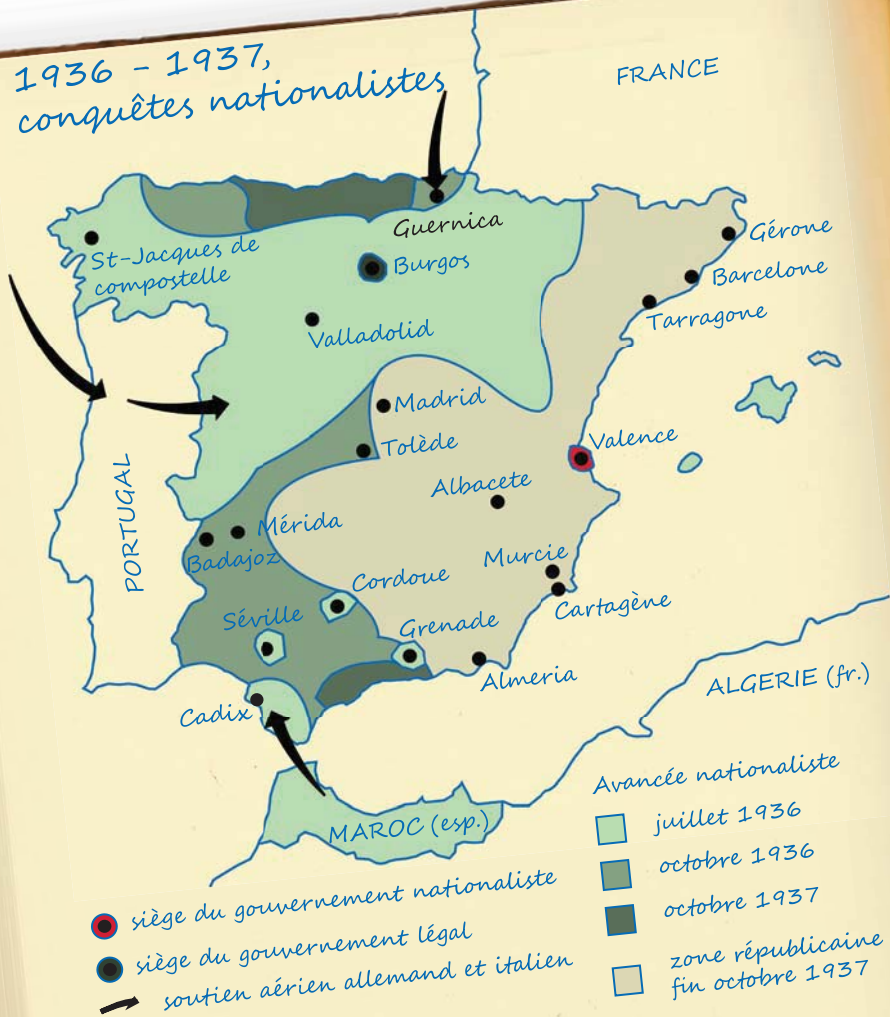
15 janvier 1936 – Signature du Pacte du Frente Popular (Front populaire) rassemblant la gauche et des partis de centre-gauche

16 février 1936 – Dernières élections libres en Espagne pour les 40 ans à venir et victoire du Front populaire.

6.

L'un était rouge et l'autre blanc...

1936 - 1937,
conquêtes nationalistes



L'espoir fut de courte durée ! Après la victoire des Républicains aux élections de 1936, les forces conservatrices complotent pour renverser la République. Il y a des rumeurs de coup d'État. Je suis désespérée...

Le pronunciamiento et le début de la Guerre civile (1936)

Le coup d'État, soutenu par les catholiques et le Vatican, a lieu le 18 juillet 1936. Il échoue grâce à la résistance populaire.

Une terrible Guerre civile commence ! En Belgique, en France et ailleurs, des milliers de personnes s'engagent dans les Brigades internationales pour venir défendre la démocratie espagnole. Mais le combat devient inégal, surtout quand nos ennemis reçoivent l'aide de Hitler et de Mussolini. Les nations européennes décident pourtant de ne pas intervenir, laissant la République à son sort. A la fin de 1936, les Nationalistes contrôlent plus de la moitié du pays.

Mais, heureusement, partout dans le monde, des collectes de vivres et d'argent sont organisées ; de nombreux enfants espagnols trouvent refuge à l'étranger et beaucoup sont accueillis dans des familles belges. Quelle solidarité !

▼ Les Républicains

Il s'agit des membres du « camp républicain » : partisans et défenseurs de la République durant la Guerre civile (1936-1939).

Les Républicains poursuivent des buts différents selon leur faction :

- le maintien de la démocratie parlementaire multipartiste pour les modérés (les socialistes par exemple)
- l'établissement d'une société aux valeurs communistes de justice sociale et de liberté, pour les communistes de diverses tendances (y compris des trotskistes et des stalinien)
- une révolution sociale libertaire pour les anarchistes.

▼ Les Nationalistes / Franquistes

Les Nationalistes sont les membres du « camp nationaliste » : les forces qui se sont soulevées après l'insurrection du 18 juillet 1936 contre la République espagnole. Les Nationalistes sont fréquemment désignés, surtout à partir de 1937, sous le nom de « Franquistes », du nom de leur leader politique et militaire : Francisco Franco.



▼ Les Brigades internationales

Les Brigades internationales se battent, entre 1936 et 1938, aux côtés des Républicains contre les rebelles nationalistes, lors de la Guerre civile espagnole. Elles se composent de volontaires antifascistes venant de 53 pays différents. On estime que pendant la durée totale de la guerre, entre 32 000 et 35 000 volontaires ont servi dans les Brigades internationales, dont 15 000 sont morts au combat.



▼ Nison Vaiser

Nison Vaiser est né à Tighina en Roumanie le 26 février 1910. Il est de nationalité roumaine. C'est en octobre 1928 qu'il quitte la Roumanie pour Liège afin d'y poursuivre ses études à l'Université (électricité).

Nison (dit Lucien) Vaiser pour pouvoir payer ses études travaille comme ouvrier-machiniste.

Le 23 décembre 1933, il épouse à Liège la ressortissante belge, Maria Elen. Leur fils Vladimir naît à Liège le 12 octobre 1935.

Nison Vaiser se porte volontaire en Espagne républicaine dans le courant du mois de février 1937. Il obtient le grade de lieutenant dans la 14^e Brigade internationale.

Après la défaite des Républicains il se replie en France où il est incarcéré au camp de concentration de Saint-Cyprien. De retour en Belgique grâce à une autorisation des

Chronologie

autorités belges, il reprend ses activités de machiniste. Sous l'occupation Nison Vaiser est inscrit au registre des Juifs de la commune de Liège et soumis au travail obligatoire.

Nison Vaiser s'engage dans la résistance en octobre 1942 sous l'identité de Lucien Ramackers. Il fait partie de l'Armée Belge des Partisans et participe entre autre à l'organisation d'évasion de prisonniers de guerre russes.(à Eisden). Ces évadés forment la compagnie «T chapaev» dont il est le commandant et réalise des sabotages . Il est arrêté en service commandé le 6 juillet 1943.

il est incarcéré à la prison de Saint-Léonard à partir du 9 juillet 1943. Le 12 octobre, il est transféré en Allemagne au camp d'Esterwegen, un camp de punition pour prisonnier où il est l'un des principaux acteurs de la construction d'un tunnel d'évasion. Il sera découvert et expédié à la fin janvier 1944 à la forteresse de Veckta en Westphalie, puis à la prison de Kaisem en Bavière. A la mi-février 1945, il est transféré au camp de Dachau où il y reste interné jusqu'à la libération par l'armée américaine, le 29 avril 1945.

Il est rapatrié le 26 mai 1945 en Belgique où il retrouve son épouse et son fils Vladimir.



5 au 12 mars 1936 – Les généraux Franco, Mola, Goded et Sanjurjo conspirent à Madrid.

17 juillet 1936 – Pronunciamiento (Déclaration publique d'opposition au gouvernement en place) des généraux nationalistes à Melilla, au Maroc espagnol, début de la Guerre civile.

30 août 1936 – Entrée en vigueur du Traité de non-intervention des pays européens.

6 novembre 1936 – Début du siège de Madrid, le gouvernement républicain se déplace à Valence. De Berlin, la légion Condor rejoint l'Espagne.

8 novembre 1936 – Arrivée des Brigades internationales à Madrid où 40 000 hommes et femmes, 53 chars et 170 avions assurent la contre-offensive républicaine.

Tout ce qui peut être imaginé est réel

1938 - 1939, défaite républicaine
et « retirada »



- transfert du gouvernement républicain le 28 octobre 1937
- ▼ principaux camps de réfugiés
- ➔ Retirada (exode massif, janvier-février 1939)

- Avancée nationaliste
- octobre 1937
- novembre 1938
- février 1939
- zone républicaine
- fin février 1939

Guernica ou les prémises de la Seconde Guerre mondiale...

Les combats sont rudes mais nous continuons de lutter. La résistance s'organise et le dévouement est grand chez nos hommes et aussi chez nos femmes qui sont nombreuses à prendre les armes.

Parfois, nous recevons également l'aide d'autres pays comme l'URSS et, dans une moindre mesure, la France ; mais cela n'est pas suffisant. Nous connaissons de terribles revers dont l'attaque particulièrement meurtrière du 26 avril 1937 : le bombardement de la ville de Guernica. Des milliers de personnes ont perdu la vie et, en 1938, les Franquistes réussissent à briser l'unité territoriale des Républicains : beaucoup vont alors chercher à fuir.

Enfin, en 1939, Franco exige la capitulation sans conditions. La guerre est finie, elle a fait des centaines de milliers de morts. L'exil commence. C'est la « Retirada ». Franco s'installe au pouvoir pour de longues années, alors que de l'autre côté des Pyrénées la Seconde Guerre mondiale se prépare...

Qu'allons-nous devenir ?

▼ Les femmes républicaines dans la Guerre civile

La Guerre civile espagnole permet à des dizaines de milliers de femmes, principalement de condition ouvrière, d'agir sur leur destin. Qu'elles soient communistes, anarchistes ou socialistes, les femmes se révèlent essentielles sur le front et notamment dans la défense de Madrid. À l'arrière-garde, elles remplacent les hommes dans les travaux agricoles et dans les usines de l'industrie de guerre, dans les communications. Elles prennent en charge l'aide médicale et continuent à gérer une vie quotidienne où le pain manque. Ouvrières, mères de famille, femmes révoltées, elles se battent pour leur émancipation. Elles participent à la défense de la République (qui leur avait accordé le droit de vote, l'accès à la culture et à l'éducation) et créent leurs propres mouvements. Entre avril 1936 et février 1939, elles sont plus de 20 000 combattantes engagées sur les fronts, certaines même dans l'aviation. Après la guerre, elles continuent de militer, principalement à travers le soutien de leurs compagnons emprisonnés.

▼ La Phalange

La Phalange est une organisation politique inspirée du fascisme italien. Elle est fondée le 29 octobre 1933 par José Antonio Primo de Rivera et joue un rôle important durant la Guerre civile face aux Républicains, aux militants révolutionnaires de Gauche, d'extrême gauche et aux anarchistes. A la mort de José Antonio Primo de Rivera, le groupement fusionne en 1937 avec

les Carlistes traditionalistes (*Requetés*) et divers partis de Droite pour devenir le *Movimiento Nacional* ou *Movimiento*, seul parti politique autorisé dans l'Espagne franquiste de 1937 à 1976.

▼ Guernica

Capitale historique et spirituelle du Pays Basque, elle est particulièrement célèbre pour sa destruction, le 26 avril 1937, par les aviateurs de la légion Condor, envoyée par Hitler afin de soutenir le général Franco. Ce bombardement a choqué et inspiré de nombreux artistes dont Pablo Picasso.

En attaquant Guernika, les « nationalistes » s'en prennent au symbole de l'identité du peuple basque : c'est dans cette ville, sous un arbre vieux comme leur mémoire, que les gouvernants basques prêtent serment.

Depuis le début de l'offensive au Nord, malgré ses 60 000 hommes, Franco doit faire face à la résistance farouche du peuple basque. La destruction de Guernika est un coup porté au moral de la République. Les troupes franquistes entendent néanmoins faire porter aux républicains la responsabilité de la destruction de la ville. C'est seulement après la découverte d'archives secrètes allemandes et le procès de Nuremberg que la culpabilité de l'aviation hitlérienne sera rendue officielle.

8.

Ça s'appelait comment ? Camp de concentration.



Exil de milliers de Républicains

Les Républicains battus, la répression est terrible ! Il faut fuir... Au début de 1939, 500 000 Espagnols se réfugient dans le sud de la France avec l'espoir d'être bien accueillis par le pays des Droits de l'Homme ! Mais, c'est la désillusion : de nombreux Français sont contre nous et je me retrouve à Rivesaltes, l'un des nombreux camps de détention surveillé par des gendarmes. J'y suis traitée de « Rouge », les conditions

La Retirada et la guerre (1939-1945)

d'hygiène sont épouvantables, la nourriture infecte.

Lorsque débute la Seconde Guerre mondiale, de nombreux compatriotes combattent au sein de la Résistance et de l'armée française contre Hitler. Et, pour la France, beaucoup meurent ou sont déportés dans des camps de concentration nazis. Moi, je décide de fuir vers la Belgique.

Que vais-je devenir dans mon nouveau pays ?



▼ La Retirada

La Retirada (retraite) est l'exode des réfugiés espagnols de la Guerre civile vers la France. À partir de février 1939, ce sont plus de 450 000 Républicains qui franchissent la frontière suite à la chute de la Seconde République espagnole et à la victoire du général Franco. Les autorités françaises ont sous-estimé l'ampleur de l'exode. En mars, ce sont 264 000 Espagnols qui se serrent dans les camps des Pyrénées-Orientales quand la population départementale s'élève à moins de 240 000 personnes.

▼ Le camp de Rivesaltes

À quelques kilomètres de Rivesaltes, se trouve le camp d'internement du même nom. Il est situé dans une plaine aride balayée par les vents. D'abord camp militaire, il est reconverti en camp de concentration en 1941. Il se compose de 150 baraques destinées à accueillir environ 17 000 personnes. La vie dans le camp est très dure. Les internés souffrent terriblement de la faim. Le manque d'hygiène attire la vermine et les rats. Beaucoup tombent malades surtout à cause de la malnutrition. Le camp accueille d'abord des réfugiés espagnols puis des Juifs et des Tsiganes. Ensuite viennent les Harkis (soldats algériens engagés dans l'armée française pendant la guerre d'Algérie). Le camp est plus tard reconverti en un centre fermé pour les « illégaux », définitivement fermé en 2007.

▼ Le camp de Mauthausen

8 700 combattants et combattantes espagnols, sont déportés pendant la Seconde Guerre. 7 200 le sont à Mauthausen, en Autriche. Là, ils portent le triangle bleu des apatrides et la lettre "S" pour Spanien (Espagnols). Les femmes et les hommes espagnols arrêtés en France pour faits de résistance portent le triangle rouge et la lettre « F ». Au château de Hartheim, les déportés les plus affaiblis sont victimes d'expériences pseudo-médicales et ensuite gazés. La communauté espagnole de Mauthausen est à l'origine d'une organisation internationale de résistance clandestine à l'intérieur du camp. Près de 5 000 déportés dans ce camp n'en reviendront pas.

▼ Les Espagnols en Belgique

En 1956, la Belgique signe avec l'Espagne un traité bilatéral visant à pallier à la pénurie de main d'œuvre principalement dans le secteur minier. La présence espagnole sur le territoire belge est toutefois bien antérieure. Dès le premier tiers du XXe siècle, se met en place une immigration espagnole marginale, essentiellement constituée de commerçants catalans installés dans la région portuaire d'Anvers. La seconde vague correspond à l'exil républicain dont l'impact reste cependant minime. Los Niños de la Guerra (les enfants de la guerre) sont évacués par le gouvernement républicain afin d'échapper au conflit. Plus de 5 000 d'entre eux sont accueillis en Belgique et constituent ultérieurement un noyau militant antifranquiste de diverses

Chronologie

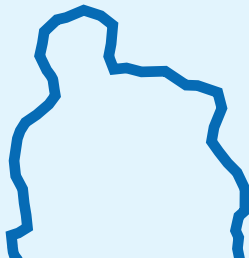
obédiences politiques. C'est dans les structures mises en place par les exilés que peuvent s'inscrire les immigrés économiques arrivant progressivement dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'installation progressive dans le pays d'accueil amène les immigrés à reconsidérer partiellement leur projet initial d'un séjour temporaire. Bientôt, les premières associations s'éloignent de leur fonction initiale d'entraide pour devenir des lieux de convivialité où l'on se retrouve "entre soi", où l'on se sent chez soi.



▼ Les camps franquistes en Espagne

Des camps de concentration franquistes ont existé en Espagne de 1936 à 1947, d'abord dans le contexte de la guerre d'Espagne, puis comme instrument de répression de la dictature franquiste.

Certains de ces camps de concentration étaient de nature provisoire, d'autres permanents. Ils accueillaient notamment des prisonniers issus du camp républicain, des dissidents politiques, mais également des homosexuels ou des prisonniers de droit commun. Comme dans d'autres systèmes concentrationnaires, les prisonniers étaient hiérarchisés : les prisonniers de droit commun, sans motivation politique, étaient considérés comme d'un rang supérieur aux détenus pour raisons idéologiques et étaient affectés à la surveillance de ces derniers. Les prisonniers, organisés en « bataillons de travailleurs », étaient soumis à un régime de travaux forcés et participèrent à la construction d'infrastructures publiques.



▼
27 janvier 1939 – La frontière française s'ouvre aux réfugiés espagnols.

●
4 septembre 1939 – Franco déclare sa neutralité dans la Seconde Guerre mondiale.

●
1er mars 1940 – Loi franquiste contre les francs-maçons et les communistes.

●
8 août 1939 – Une loi concentre tous les niveaux de pouvoirs entre les mains du dictateur Franco. Le Caudillo dirige le pouvoir militaire jusqu'à la fin de la dictature en 1975.

●
5 août 1940 - Les premiers 398 Républicains espagnols sont déportés au camp de Mauthausen, où ils rejoignent les prisonniers politiques allemands et autrichiens.

▼
20 Août 1940 – Au départ d'Angoulême, un premier convoi de 927 civils espagnols composé aussi de femmes et d'enfants se dirige vers le camp de Mauthausen.

●
23 octobre 1940 – Rencontre de Hitler et de Franco à Hendaye.

●
30 octobre 1940 – Pétain annonce à la radio la collaboration de la France avec l'Allemagne nazie.

●
12-14 février 1941 – Franco rencontre successivement Mussolini et Pétain.

●
Novembre – décembre 1942 – L'Angleterre et les USA offrent des garanties de reconnaissance à l'Espagne franquiste en échange de son aide.

●
2 mai 1944 – Accords économiques entre les Alliés et l'Espagne franquiste.
▼

Libérer l'Espagne



France libérée, libérer l'Espagne

J'ai de la chance. Comme de nombreux Espagnols, je suis finalement arrivée en Belgique avec mon frère et ma sœur. J'y ai été très bien accueillie. D'ici, je sais ce qui se passe dans mon pays. Durant les années 1939-1945, l'Espagne reste officiellement neutre mais soutient l'Allemagne, du moins au début. La situation est cependant catastrophique pour la population. La répression est terrible ! Mon pays est ruiné, frappé par la misère et la faim. Pourtant,

Après la guerre (1945-1959)

après la guerre, de nombreux résistants s'engagent dans le maquis et dans une guerrilla antifranquiste sur le territoire espagnol, mais ils sont fortement réprimés par la dictature. A la fin des années 1950, Franco veut tout contrôler (autarcie). Finalement, pour faire face à la crise, il se rapproche des États-Unis. C'est la fin de l'autarcie. L'économie va un peu mieux et l'Espagne connaît un début de croissance économique. Dans le contexte de la Guerre froide, elle est surtout considérée comme un pays hostile au communisme... comme beaucoup d'autres. Une drôle d'époque commence : en 1954, Franco désigne Juan Carlos comme successeur ! A la mort du dictateur, mon pays redeviendra donc une monarchie ! Je ne sais pas quoi penser ! En 1962, l'Espagne demande son adhésion à la Communauté économique européenne. Refusée ! Le bilan du gouvernement de Franco est un échec : mon pays est devenu l'un des plus pauvres d'Europe. Rien ne va plus....



▼ Après la libération

Après leur retour de déportation, de nombreux survivants espagnols se retrouvent entre compagnons de captivité dans les Amicales des camps afin de témoigner de l'enfer concentrationnaire et de défendre leurs droits. Les Républicains espagnols, combattant pour la liberté en France, rêvent de déloger Franco ; des actions clandestines contre sa dictature se multiplient donc. Malgré cela, les nations occidentales entament un processus de reconnaissance de l'Espagne franquiste, et des crédits nord-américains sont alloués à la dictature fin 1950. En quête de reconnaissance et engagés dans la lutte contre Franco, les Républicains espagnols recréent leurs organisations politiques et syndicales et font paraître leurs journaux. Des intellectuels comme André Breton, Georges Bernanos, Albert Camus, François Mauriac, Jean-Paul Sartre... les soutiennent. Partis politiques, organisations syndicales, associations caritatives et religieuses organisent le soutien financier et moral de leur combat. La Croix-Rouge républicaine espagnole vient en aide aux militants passés clandestinement en France, jusqu'à la fin de la dictature.



▼ La guérilla antifranquiste

La guérilla antifranquiste est née avant 1939 en Espagne. Elle rassemblait des sensibilités politiques variées, à l'image du Front populaire. Lors de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux Républicains réfugiés en France avaient rejoint la Résistance intérieure, d'autres ayant continué à se battre, principalement dans les aires montagneuses et les régions rurales (Valence, Aragon, Galice, Asturies, Andalousie,...) dans lesquelles ils pouvaient compter sur la collaboration d'une partie de la population locale. Peu après le débarquement des alliés (6 juin 1944) et la libération du sud de la France, de nombreux résistants républicains envisagèrent la reconquête de l'Espagne. Le 19 octobre, entre 4 000 et 7 000 guérilleros pénétrèrent en Espagne par le Val d'Aran, les armes à la main, pour mener une opération connue sous le nom de code « Operación Reconquista de España ». Ils seront repoussés par les forces franquistes. La guérilla eut malgré tout son apogée entre 1945 et 1947. Peu de détails sur les actions des maquis en Espagne ont été rendus publics du fait de la politique du secret instaurée par le gouvernement Franco. Plusieurs facteurs expliquent le déclin et la disparition de la guérilla anti-franquiste. D'un côté la transformation du contexte international (Guerre froide) rendait improbable l'intervention des Alliés contre le gouvernement franquiste. De l'autre côté, les actions des forces nationalistes et de la Guardia Civil harcelaient les populations autour des zones de maquis (infiltration, déplacement de population,

Chronologie

torture). La g rilla devint isolée, mais parvint à survivre jusque 1952. Certains foyers resteront même actifs jusque dans les années soixantes.

▼ La Guerre froide

Elle est la période de tensions et de confrontations politico-idéologiques entre les deux superpuissances :  tats-Unis et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) et leurs alliés respectifs entre 1947 et 1991, année de l'implosion de l'URSS et de la dissolution du Pacte de Varsovie. Dans ce contexte, les Pactes de Madrid, qui confère aux USA un accès à plusieurs bases militaires et navales espagnoles en échange d'une aide militaire et économique fait de l'Espagne un membre important du bloc de l'Ouest.



Légendes :

  gauche : Libération du camp de Mauthausen

  droite : Eisenhower est reçu par Franco

▼
9 février 1946 –

Condamnation du régime franquiste par l'ONU.

1er mars 1946 – Fermeture de la frontière franco-espagnole.

Février 1948 – Réouverture de la frontière.

4 novembre 1950 – L'assemblée générale de l'ONU lève l'interdiction des relations diplomatiques avec l'Espagne. Premiers crédits nord-américains à l'Espagne.

26 septembre 1953 – Accords économiques et militaires entre l'Espagne franquiste et les USA.

14 décembre 1955 – Entrée de l'Espagne franquiste dans l'ONU.

1957 – Des membres de l'Opus Dei (une puissante association de catholiques) entrent au gouvernement.

31 juillet 1959 – Création de l'ETA.

21 décembre 1959 – Eisenhower, Président des USA est reçu par Franco.

▼



38ème anniversaire du coup d'État militaire



En 1959, pour sortir l'Espagne de la misère, le général Franco est obligé de mener une autre politique économique. Avec l'aide de quelques ministres de l'Opus Dei (une puissante association de catholiques), il instaure le Plan de Estabilización (Plan de Stabilisation) qui impose quelques mesures très simples basées surtout sur une ouverture aux autres pays et sur une liberté économique

L'Espagne Franquiste (1960 - 1976)

plus grande (le capitalisme). Le dictateur a de plus en plus de pouvoirs et la croissance économique est spectaculaire. Et puis, il y a les touristes ! Ils sont des millions et arrivent de partout. Les mentalités évoluent et finissent par changer la manière de vivre des jeunes espagnols. A partir de 1967, l'opposition à Franco se renforce : grèves, manifestations d'étudiants, attentats des Basques qui veulent devenir indépendants ; même une partie de la puissante Église catholique s'oppose à Franco. Un vent de réformes souffle à nouveau sur mon pays et, avec lui, l'espoir que tout ira mieux... bientôt !





▼ Les grands principes du franquisme

Ses fondements :

national-catholicisme : Le « national-catholicisme » : le « nationalisme espagnol » inspiré de l'impérialisme des Rois Catholiques est l'un des fondements idéologiques du régime, mais aussi un instrument qui sert à réinterpréter l'histoire.

Autoritarisme :

Unité – centralisme – patriotisme : Le centralisme selon lequel est refusée toute ouverture aux autonomies régionales, au nom de l'unité de la Patrie.

Supériorité de la « race » hispanique : la Patrie indivisible est conçue comme une communauté raciale, linguistique, religieuse et historico-culturelle qui aurait vocation impérialiste en raison de sa supériorité.

Antiparlementarisme : il repose sur le refus de la démocratie parlementaire et la concentration de tous les pouvoirs en la personne de Franco qui est chef de l'État, chef du gouvernement et des armées. Il y a un Parti unique et un Syndicat unique. Un système totalitaire contrôle tous les aspects de la vie sociale, familiale et individuelle à travers les différentes organisations de la Phalange et de l'Église.

Anticommunisme : est au cœur du discours fondationnel du régime. Le rôle de « sentinelle de l'Occident » contre les « hordes rouges » lui assure également la complaisance et l'alliance des démocraties occidentales et particulièrement des États-Unis qui craignent l'expansion de l'Union soviétique.

Militarisme : permet de revendiquer comme fondements la guerre et la victoire, dont l'armée est la garante.

Ses partenaires :

l'Église : elle a le monopole de l'enseignement et de l'éducation.

l'aristocratie guerrière : les grands propriétaires terriens en tant que premiers bénéficiaires et instigateurs du nouvel ordre et l'armée garante des valeurs fondationnelles du régime. Le ministère de l'Intérieur a quasiment toujours été dirigé par un militaire.



▼ Symboles et propagande

L'emploi des symboles dans la totalité de l'espace public et de la vie sociale est une nécessité pour tout régime totalitaire, afin de diriger les masses de manière rapide et uniforme.

Franco met la guerre au centre de l'univers symbolique du régime, en en revendiquera toujours l'origine guerrière par le biais du concept de « Victoire » qui a imprégné de manière obsessionnelle l'espace social jusqu'à ce qu'il soit remplacé, bien plus tard, par celui, plus présentable à l'extérieur, de « Paix ».

Chronologie

▼ El caudillo

Titre alloué à la personne de Franco reconnu comme « Caudillo de España por la Gracia de Dios » (Guide d'Espagne par la grâce de Dieu). Il instaure autour de sa personne un culte digne d'un Roi : Franco est uniquement responsable devant Dieu ! Il est le chef du conseil suprême de la défense et jouit d'un pouvoir de droit divin. Par ailleurs il renforce par ce biais le mythe de l'Hispanité et celui du ¡Viva Cristo Rey! (Vive le Christ Roi... de la Nation !).

▼ Opus Dei

L'Opus Dei est une organisation controversée de l'Église catholique romaine qui a été fondée en 1928 par le prêtre espagnol Josémaría Escrivá de Balaguer (1902 – 1975), professeur de droit canon à Saragosse et à Madrid. L'Opus Dei a été approuvée par le Vatican en 1950. Le pape Jean-Paul II en a fait une prélature personnelle en 1982. Cela signifie qu'elle ne dépend que de lui et court-circuite toute l'organisation hiérarchique catholique, y compris les rouages de l'administration vaticane. Elle a reçu de l'Église catholique la mission de répandre l'appel universel à la sainteté : tout baptisé, sans changer de condition, peut parvenir à une véritable vie contemplative et d'union à Dieu, par l'intermédiaire de son travail professionnel et des activités de la vie ordinaire.

▼ Le national-catholicisme

L'association volontairement polémique des termes de « nationalisme » et de « catholicisme » renvoie à une perception liant l'organisation spirituelle de la communauté des fidèles à l'exercice de la politique. Le national-catholicisme serait une sorte de théologie religieuse qui voudrait s'incarner dans le temporel ; bref, une théocratie. Après la Seconde Guerre mondiale, le terme « national-catholicisme », par association d'idées avec « national-socialisme », permet de mettre en relief une « anomalie espagnole » : le franquisme, pourtant associé au camp des vaincus, reste au pouvoir, ce qui représente un scandale aux yeux de beaucoup d'opposants politiques espagnols.

Le tourisme en Espagne

Emblématique de la nouvelle politique économique, le tourisme de masse connaît une croissance spectaculaire avec 1 400 000 visiteurs en 1955, et 33 000 000 en 1972.

▼ **Avril-juin 1962** – Grève dans les Asturies.

● **29 juillet 1963** – Madrid. Attentat à la bombe contre la Dirección general de seguridad. Les anarchistes Francisco Granado et Joaquín Delgado sont arrêtés, condamnés à mort le 13 août 1963 et garrottés le 17. Ils étaient innocents.

● **20 décembre 1973** – Luis Carrero Blanco, président du gouvernement et successeur potentiel de Franco, trouve la mort dans un attentat perpétré par l'ETA à Madrid.

▼ **14 octobre 1975** – Franco est maintenu en vie.

● **20 novembre 1975** – 5h20 du matin : mort du dictateur espagnol.

● **22 novembre 1975** – Juan Carlos, choisi par Franco, monte sur le trône. Il hérite de tous les pouvoirs réservés par les lois du régime franquiste au chef de l'État.

● **5 décembre 1976** – le PSOE organise la première assemblée libre d'un parti de gauche en Espagne depuis la fin de la IIe République, 37 ans auparavant.



Un pays en transition



À la mort de Franco

1975. Franco est mort. Quel soulagement ! Moi, j'ai 59 ans. Comme tous les exilés espagnols, je me suis réjouie de cette disparition. Avant de mourir, le dictateur a désigné son successeur : Juan Carlos 1er devient Roi d'Espagne. Les élites franquistes s'accrochent au pouvoir mais les forces démocratiques sont combatives. Le peuple manifeste. Lentement, le pays évolue vers la démocratie sous la forme d'une monarchie parlementaire.

En 1976, suite aux pressions provoquées par

Après Franco, le retour à la démocratie

Les importantes mobilisations ouvrières et syndicales, et au poids des revendications en faveur de l'amnistie, symbole de la lutte antifranquiste, des réformes très importantes sont entreprises. Une nouvelle Espagne est en train de naître... Les premières élections démocratiques depuis la 11^{ème} république ont lieu le 15 juin 1977. La constitution, approuvée, ratifiée entre en vigueur fin décembre 1978. Evidemment, de nombreux problèmes persistent et il faut attendre 1982 pour que la « transition démocratique » soit achevée ! Et puis, il y a la « Movida », ce mouvement artistique et culturel lancé par les jeunes. Aujourd'hui, en Espagne, on ose enfin parler des crimes et des milliers de disparus et de victimes de Franco. Et, quand j'y repense, je me dis que la dictature aurait pu disparaître plus vite, si seulement certains pays n'avaient pas fermé les yeux. Partout en Europe, l'extrême droite revient et nos libertés sont à nouveau menacées tandis que l'ombre de Franco plane toujours sur l'Espagne. La démocratie n'est décidément jamais définitivement gagnée... Il nous faut sans cesse rester vigilant pour la conserver.

▼ La loi d'amnistie

L'amnistie, réclamée constamment par l'opposition, leitmotiv de la lutte antifranquiste des dernières années, est un élément central dans la transition. La discussion de cette loi, votée en 1977, renvoie directement à la guerre civile. Si elle vise à « réhabiliter ceux qui ont lutté contre un régime autoritaire instauré après une victoire par les armes », elle amnistie cependant également les « autorités, fonctionnaires et agents de l'ordre public », pour les « délits qu'ils auraient pu commettre » durant la « recherche et persécution » de la dissidence. C'est cette fameuse loi qui empêcherait, selon certains, de juger les crimes du franquisme.

▼ La loi sur la mémoire historique

C'est une loi espagnole visant à reconnaître les victimes du franquisme. Le projet de loi, très controversé, est finalement voté en 2007. Il inclut la reconnaissance de toutes les victimes de la Guerre civile espagnole (1936-1939) et de la dictature de Franco (1939-1975). Il encourage les administrations à aider à la localisation des fosses et prévoit l'octroi de la nationalité espagnole aux exilés et à leurs descendants, la création d'un Centre de documentation sur le Mémoire historique ou encore le retrait des symboles franquistes dans les espaces publics. L'annulation des sentences des tribunaux franquistes n'est en revanche pas pas d'actualité, de même que la prise en charge par l'État de la recherche des disparus.

▼ La movida

C'est le nom donné au mouvement culturel créatif influencé par des mouvements culturels européens contemporains comme la new wave britannique ou le mouvement punk qui a touché l'ensemble de l'Espagne pendant au début des années 1980, après la mort du général Franco. Portée par le désir de renouveau de la jeunesse espagnole et l'émergence de nouveaux acteurs sur le plan artistique et culturel, elle a contribué à la modernisation et à l'intégration de la société espagnole dans l'Europe démocratique.

▼ Extrême-droite aujourd'hui en Espagne

Il existe aujourd'hui plusieurs tendances dispersées et minoritaires sans représentation parlementaire qui sommeillent en Espagne : « Falange Española y de las JONS », « Manos Limpias », « Espagne 2000 », « Fuerza Nueva », « Democracia Nacional », ... Toutes, à des degrés divers, sont nostalgiques du franquisme, désireuses de répandre leurs idées conservatrices, voire liberticides sur les grands sujets de société : mariages homosexuels, avortement, immigration, crise bancaire, etc. Récemment « Manos Limpias » et « Falange Española y de las JONS » ont fait parler d'elles dans les procédures judiciaires qu'elles ont intentées contre le Juge Garzón qui avait initié une procédure pour juger les crimes franquistes.

Chronologie



▼ L'affaire GARZÓN et l'impunité du franquisme

Le rapport du juge Garzón met en lumière les crimes imprescriptibles du régime franquiste. La société espagnole doit, dès lors, donner réponse aux exigences de vérité, de justice et de réparation émises par les victimes du franquisme.

Pourra-t-elle le faire ? Rien n'est moins sûr. C'est la justice argentine qui instruit actuellement un procès contre les auteurs de crimes et collaborateurs de Franco dans l'exercice de la violence criminelle. Cela touche des personnalités comme le président d'honneur de la région galicienne et fondateur du Parti populaire, l'ancien ministre de Franco et un des « pères » de la transition politique, Manuel Fraga Iribarne. Les implications sont énormes car elles pourraient mettre en question le mythe de la transition espagnole.

Au moment où la démocratie est reconquise, en 1977, la priorité est en effet mise sur le développement économique du pays et donc la paix sociale. Trente ans après, comme le rappelle Julián Casanova *« lorsque la brique gouvernait et nous étions riches, la réparation politique, juridique et morale des victimes de la violence franquiste, rencontra le refus et le blocage des groupes puissants liés au pouvoir judiciaire, politique et médiatique. »* Aujourd'hui, poursuit l'auteur, que disent-ils ? :

« Remémorer ce passé traumatique pour en tirer des enseignements avec des expositions, des musées et des projets de recherche promus par les institutions publiques, c'est fini, il n'y a pas d'argent, et les familles qui veulent récupérer leurs êtres chers, assassinés, enfouis sous la terre, qu'ils attendent, ils doivent comprendre que ce n'est pas le moment. »

▼
30 mars 1977 – La liberté syndicale est légalisée. Comme les Cortes franquistes, le Movimiento Nacional (l'ancien Parti unique) accepte sa dissolution, confirmée par décret le 1er avril 1977. Par le même décret, la censure est abrogée.

15 juin 1977 – Les électeurs espagnols élisent l'assemblée constituante. C'est la première élection démocratique depuis 1936.

14 octobre 1977 – L'amnistie générale est déclarée pour tous les prisonniers politiques ou de conscience (à l'exception des condamnés pour terrorisme).

▼
6 décembre 1978 – La constitution est approuvée par référendum. Elle entre en vigueur le 29 décembre 1978.

31 octobre 2007 – Loi sur la mémoire historique.

2008 – Le Juge B. Garzon ouvre une enquête sur les crimes du franquisme.

2010 – Le juge B. Garzon est suspendu de ses fonctions et attend son jugement pour violation de la loi d'amnistie de 1977.

▼

En écho à ces paroles, nous concluons par cette évocation des fosses communes faite par le fondateur de l'Association pour la Récupération de la Mémoire Historique :

« Pendant des années, les fosses ont dormi, attendu, gardé en silence le fruit d'une énorme tragédie, la semence d'un temps de justice. Pas une trace, pas un signe, pas une marque, rien qui explique à celui qui ne sait pas qu'il y a là autre chose que de la terre. Là, sous soixante-dix, quatre-vingt ou cent soixante centimètres, il y a des os, des douilles, des tirettes... il y avait aussi des lèvres qui ont embrassé, qui ont parlé de rêves et de mondes meilleurs, des yeux qui ont regardé leurs enfants plein d'espoir, des mains qui ont travaillé pour un monde meilleur. »

▼ Les enfants perdus du franquisme

Sujet non abordé par la Loi de la mémoire : la disparition forcée de quelque 300 000 enfants sous le franquisme.

Sans doute les législateurs se sont-ils heurtés à un sujet trop sensible. Historiens et sociologues ont transmis leur rapport au juge Garzón, qui en fait un des principaux griefs contre le régime franquiste et une exigence ferme vis-à-vis des autorités de l'État : ces enfants disparus n'ont pas été retrouvés par leurs familles, il s'agit de disparitions forcées, crime imprescriptible qui exige l'intervention du pouvoir judiciaire.

Le vol d'enfants était pratiqué dans les prisons et les hospices essentiellement jusqu'aux années 1950, le rapt étant

justifié dans le but de la « rééducation contre la dégénération de la race » suivant les théories nazies du psychiatre Vallejo Nájera.

Ce dossier s'est vu compliqué en 2010 par la découverte d'un vaste réseau de vols d'enfants suivis d'adoptions illégales organisée par des institutions religieuses entre 1950 et 1980 avec la complicité de médecins, notaires et magistrats. Le sociologue González de Tena²⁸¹ a étudié la façon dont ce trafic a été organisé et identifie les victimes comme étant des mères célibataires fragiles, incapables de protester, qui furent ainsi privées de leurs enfants pour les donner en adoption.

Il convient néanmoins de distinguer la séparation parents/enfants planifiée par le franquisme, pour des raisons idéologiques et dans un but politique, et l'organisation de ce trafic d'enfants aux dimensions gigantesques, pratiqué pour des raisons purement financières.

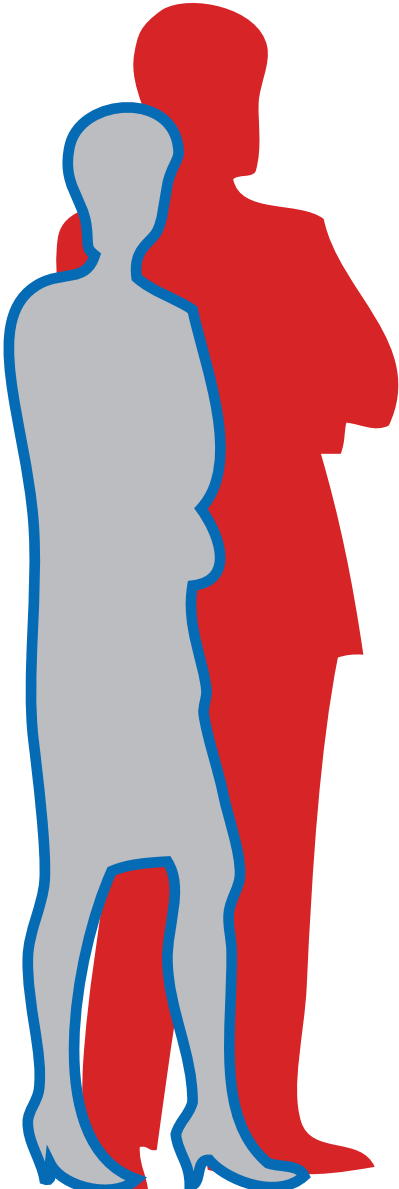
Celui-ci s'est déroulé, pour la plupart des cas, dans des établissements gérés par la congrégation des « Filles de la Charité » et révèle le pouvoir surdimensionné des institutions religieuses dans la société franquiste. Les victimes se sont aujourd'hui regroupées en association et le gouvernement a dû créer un Bureau spécial pour traiter leurs dizaines de milliers de plaintes.

12.

Résiste !

En 1936, les Républicains espagnols n'ont pas gagné la guerre contre le dictateur Franco mais ce sont les premiers à se battre contre le fascisme qui voulait anéantir la démocratie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ils ont combattu le nazisme. Ils ont payé le prix fort. Sous le franquisme, par centaines de milliers, ils ont connu les pelotons d'exécution, les camps de concentration, la prison, l'exil. Pourtant, ils ont lutté sans cesse pour la justice et la liberté. Ils n'ont tiré aucune gloire de leur engagement, leur combat a été celui d'hommes et de femmes de devoir, d'hommes et de femmes au service de la liberté. Ils sont une leçon d'histoire, une leçon de citoyenneté ! Et , aujourd'hui, malgré les obstacles, ils résistent encore, ils continuent de lutter pour la mémoire de leurs disparus et des valeurs républicaines qu'ils ont défendues. L'Espagne est aujourd'hui une démocratie intégrée dans l'Europe, un pays moderne et dynamique, mais cette lutte pour la Mémoire - Vérite, Justice, Réparation - encore loin d'être gagnée...

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !



▼ Bourgeoisie

La bourgeoisie est une classe sociale (catégorie de la population) qui est apparue au XIe siècle dans les villes européennes. Sa signification a évolué avec le temps.

Sens ancien

Au Moyen Âge, on appelait d'abord « bourgeois » toutes les personnes qui habitaient à l'intérieur des bourgs (villes), et pas à la campagne. Il faut rappeler qu'à cette époque, neuf personnes sur dix habitaient à la campagne et étaient des paysans. Les bourgeois, eux, ne travaillaient pas la terre. Ils vivaient du commerce et gagnaient plutôt bien leur vie. La bourgeoisie représentait donc une classe sociale privilégiée, supérieure à la paysannerie, mais inférieure à la noblesse.

Sens actuel

Au cours de l'histoire, la signification de ce terme a évolué. Aujourd'hui, la bourgeoisie désigne toutes les personnes qui ont une certaine fortune et un patrimoine important (beaux appartements, belles maisons, ...), et qui s'enrichissent dans des secteurs comme le commerce ou l'industrie. D'un point de vue économique, la bourgeoisie actuelle correspond à ce qu'on appelle parfois la classe moyenne supérieure.

▼ Coup d'État

Un coup d'État est la prise du pouvoir imposée par surprise par une minorité de personnes recourant à la force. Les auteurs d'un coup d'État (ou putschistes), s'appuient en général sur l'armée et ont le soutien d'une partie de la population ou de certains responsables politiques.

▼ Démocratie

La démocratie est un régime politique. Dans ce système de gouvernement, le pouvoir appartient au peuple, contrairement à une monarchie, par exemple, où le pouvoir appartient à un seul, le roi.

Le mot « démocratie » vient du grec demos (le peuple) et cratos (le pouvoir).

La démocratie moderne est caractérisée par :

- L'organisation régulière d'élections
- La séparation des pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire
- Le multipartisme
- La pratique du débat
- Le respect des droits humains (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme)

▼ Directoire militaire

En Espagne, désigne le type de gouvernement sous la dictature Primo de Rivera entre le 14 septembre 1923 et le 3 décembre 1925. Le directoire militaire est alors un organe chargé d'exercer toutes les fonctions du pouvoir exécutif, composé de Primo de Rivera (chef du gouvernement et seul ministre, d'un général de chaque capitainerie générale, ainsi que du marquis de Magaz, Antonio Magaz y Pers, représentant de l'ensemble des forces armées.

▼ Directoire civil

Désigne le type de gouvernement sous la dictature Primo de Rivera du 3 décembre 1925 jusqu'en janvier 1930, date à laquelle le Roi oblige le dictateur à démissionner. Il est composé de Primo de Riveras, des 4 ministres militaires et de 6 notables civils aux compétences reconnues (des hommes issus de l'ancien système de partis).

▼ Droite réactionnaire

Courant politique très conservateur.

Les réactionnaires s'opposent aux évolutions, aux innovations ou aux changements sociaux. Ils souhaitent le maintien ou le rétablissement des formes d'organisation ou des institutions héritées du passé.

A l'inverse, les modernistes considèrent que la situation présente est un progrès par rapport au passé.

▼ Élites

Au sein d'un groupe, l'élite est l'ensemble des individus considérés comme les meilleurs, les plus remarquables par leur qualité. L'élite est une minorité qui se distingue du groupe auquel elle appartient et à laquelle on reconnaît une supériorité, une autorité morale. Le mot «élites», au pluriel, est utilisé pour souligner la domination d'une catégorie sociale sur les autres. Par rapport aux droits humains et à l'égalité entre les personnes, l'élitisme est une « idée » négative.

▼ Exilé

L'exilé est un opposant politique qui se trouve dans l'obligation à s'expatrier (à quitter son pays d'origine). Le terme est employé pour désigner toute personne qui a peur d'être persécutée à cause de sa couleur de peau, sa religion, sa nationalité, son appartenance à un certain groupe social, ou à ses opinions politiques.

▼ Front populaire

« Front populaire » est le nom porté par plusieurs coalitions de partis de gauche. Cette expression se caractérise par les accords passés entre des partis de gauches (socialistes, communistes, mais aussi des syndicats et des mouvements intellectuels) afin de lutter contre la montée du nazisme ou du fascisme, à la suite des crises provoqué par la Grande Dépression (la crise mondiale, économique et sociale) de 1929.

▼ Monarchie

Une monarchie, du grec mono (seul), arke (pouvoir) = pouvoir non d'un seul, mais en un seul, est un système politique où le pouvoir est symbolisé par une seule personne, le monarque.

Il existe trois principales sortes de monarchies :

- **la monarchie constitutionnelle** : le monarque doit obéir à la constitution (= aux lois) (exemples : Andorre, Danemark...)
- **la monarchie parlementaire** : ce n'est pas le monarque qui dirige le pays, mais il reste quand même le représentant de l'état (exemples : Grande-Bretagne, Espagne ...)
- **la monarchie absolue** : un roi de droit divin a les 3 pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) (exemples : Arabie saoudite, Vatican...)

Mais : Une monarchie peut être parlementaire ET constitutionnelle (exemple : Belgique)

▼ Monarchie parlementaire

Une monarchie est dite parlementaire lorsque le gouvernement, nommé par le monarque, est responsable devant un parlement disposant du pouvoir législatif. (Voir régime parlementaire)

Le monarque, qui est le représentant de l'Etat est garant de la continuité des institutions. Chef d'Etat, il a une fonction représentative ou symbolique et joue un rôle d'arbitre.

Exemples de monarchies parlementaires actuelles : le Royaume-Uni, l'Espagne, la Suède, la Norvège, les Pays-Bas, le Belgique, le Japon, ...

▼ Monopole

Privilège exclusif de faire quelque chose (exploiter un terrain, vendre un produit, etc.).

▼ Privilèges

Le mot privilège vient du latin privata-lex (loi particulière).

Sous l'Ancien Régime, les privilèges sont les droits et obligations dont bénéficient la noblesse, le clergé ou un corps constitué.

Aujourd'hui, le privilège désigne un avantage possédé par telle ou telle catégorie professionnelle, présenté par ses membres comme des acquis sociaux et par les adversaires de ce système comme des dispositions inégalitaires.

▼ Régime constitutionnel

C'est un régime qui est régi par une Constitution.

Une constitution est la loi fondamentale d'un Etat qui définit les droits et les libertés des citoyens ainsi que l'organisation et les séparations du pouvoir politique (législatif, exécutif, judiciaire). Elle précise l'articulation et le fonctionnement des différentes institutions qui composent l'Etat (Conseil constitutionnel, Parlement, gouvernement, administration...).

La constitution se situe au sommet du système juridique de l'Etat. Toutes les lois, décrets, arrêtés et traités internationaux doivent être conformes aux règles qu'elle définit. Elle peut prendre la forme d'un texte unique ou d'un ensemble de lois. Le Royaume-Uni qui dispose d'une constitution « coutumière » (pas nécessairement écrite) est une exception. Une constitution est en général élaborée par une Assemblée Nationale.

▼ République

Du latin Res publica (la chose publique).

La république est un système politique dans lequel la souveraineté appartient au peuple qui exerce le pouvoir politique directement ou par l'intermédiaire de représentants élus.

Dans le sens originel, les termes « république » et « démocratie » sont assez proches.

De nos jours, l'utilisation du terme « république » dans la désignation d'un État, ne suffit pas à faire de celui-ci un État démocratique. C'est par exemple le cas si une partie de la population ne peut participer aux élections ou présenter ses candidats à une élection.

Exemple de régimes « républicains » non démocratiques : la France de Pétain, le Chili de Pinochet, l'Iran de Khomeiny, l'URSS... Le mot république, abusivement employé, peut ainsi cacher une dictature, une oligarchie ou une théocratie.

Notes





*Le livret « Pour Mémoire » accompagne
l'exposition itinérante NO PASARÁN*

Une publication de l'asbl Les Territoires de la Mémoire
Centre d'Education à la Résistance et à la Citoyenneté

Editrice responsable
Dominique DAUBY, Présidente
Boulevard d'Avroy 86 – 4000 LIEGE
Tél. : 04/232 70 60 – Fax : 04/232 70 65
Courriel : accueil@territoires-memoire.be
Site : www.territoires-memoire.be

L'asbl Les Territoires de la Mémoire tient à remercier l'ensemble des collaborateurs qui ont contribué à cette réalisation, ainsi que Monsieur Philippe Glesener, Ángeles Muñoz, Maite Molina Már-mol et les Éditions Tirésias

Pour tous renseignements concernant cette publication :
Service PROJETS
Régis Simon , Coordinateur service PROJETS - Tél. : 04/250 99 44
Courriels : expositions@territoires-memoire.be

Cette exposition vous a plu ?

Vous souhaitez l'accueillir dans votre commune,
votre association, votre école ?
Pour plus d'informations ou pour réserver,
consultez l'ensemble de nos expositions sur notre site

www.territoires-memoire.be



ou contactez le service projets
expositions@territoires-memoire.be - 04 232 70 08





ASSOCIATION
TERRITOIRES
DE LA MEMOIRE

CENTRE D'ÉDUCATION
À LA RÉSISTANCE ET À LA CITOYENNETÉ

Tél. +32 (0) 4 232 70 60

Fax +32 (0) 4 232 70 65

accueil@territoires-memoire.be

www.territoires-memoire.be